



23 OCTOBRE 2023

EUROPE INFO HEBDO



DÉFAITE DU PIS, NOUVEL ORDRE MONDIAL ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Alexandra CHTEOUI,
Edouard GAUDOT,
Iris HERBELOT.

Avec la précieuse assistance de Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISSEI et Carla BOYER.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

POLOGNE, ÉLECTIONS, TANT PIS

De temps en temps, le soleil se lève à l'Est. Si les nouvelles de Slovaquie la semaine dernière avait assombri le ciel européen, le vent nouveau venu de Pologne a apporté une éclaircie.

Douloureuse épine dans le flanc de l'UE depuis le retour au pouvoir, il y a 8 ans, du parti Droit et justice (PiS), national-populiste et eurosceptique aux réformes minant l'État de droit, la Pologne a changé de couleur ce dimanche 15 octobre 2023. Une alliance de centre-droit pro-européenne, composée des partis et coalitions "Plateforme Civique", "Troisième Voie" et "Nouvelle Gauche", l'a emporté avec 248 sièges, dépassant les 231 requis pour la majorité, bien que le PiS soit arrivé en première place avec 36% des votes.

- La participation, d'un taux record de 72,9%, et les manifestations d'ampleur du 4 juin et du 1er octobre 2023 témoignent d'une mobilisation de masse face au populisme menaçant.
 - Ces élections sont les plus importantes dans l'histoire de la Pologne depuis 1989.
 - Plus que la défaite du PiS, c'est la victoire de "l'autre Pologne".
 - On relèvera cependant que le socle de voix du PiS recule par rapport à 2019 mais reste supérieur à 2015.
- La campagne électorale a tourné à un affrontement entre deux personnalités politiques, Jarosław Kaczyński et Donald Tusk.
 - Tous les deux sont issus de l'opposition Solidarnosc au régime communiste mais sont issus de générations et sensibilités différentes.
 - Pour le podcast "Trait d'Union", nous revenions sur ce duo/duel qui domine la politique polonaise depuis 20 ans.
 - Jarosław Kaczyński exerce une très grande influence sur la politique du pays.
 - Il est président du PiS depuis 2003, était Premier ministre en 2006-07, frère jumeau du défunt Président polonais Lech et associé au retour du pouvoir du parti en 2015.
- Donald Tusk revient en Pologne, après une longue parenthèse européenne, à la suite des multiples débâcles électorales de son parti.
 - Il est le leader de Plateforme Civique (KO), a été Premier ministre entre 2007 et 2014), puis président du Conseil européen entre 2014 et 2019 et enfin président du Parti populaire européen entre 2019 et 2022.
 - L'animosité entre les deux hommes s'est aggravée depuis le crash de l'avion présidentiel à Smolensk en 2010.
 - Lors de ce drame, de nombreux hauts fonctionnaires polonais ont péri, dont le frère jumeau de Jarosław Kaczyński, Lech Kaczyński, alors président de la République.
 - Jarosław Kaczyński est même à l'origine d'une théorie conspirationniste selon laquelle Donald Tusk, Premier ministre au moment du crash, aurait œuvré avec le Kremlin pour causer l'accident.
 - De nombreuses et grossières tentatives pour discréditer l'opposition se sont succédé pendant la campagne électorale.
 - La vidéo où D. Tusk (issue d'une minorité germanophone) est présenté par J. Kaczyński comme "un agent allemand".
 - Le PiS a dépensé en tout près d'un million d'euros pour de la publicité sur les réseaux sociaux, ciblant presque uniquement le leader de l'opposition.
 - Des contenus anti-immigration ont également circulé et alimenté la désinformation en ligne.
- Ce ne sont pas les seuls canaux que le PiS a utilisés pour faire pencher le scrutin : utilisation du pouvoir d'influence des entreprises publiques (la société étatique PKN Orlen possède 70% de la presse régionale depuis 2010) ; soutien inconditionnel de nombreuses chaînes de télévision et radio publiques et privées (TVP, Polskie Radio, Radio Maryja...) ; l'Église pour alliée...
 - Le PiS est aussi accusé d'avoir eu recours au logiciel israélien Pegasus pour espionner l'opposition lors des précédentes élections.
 - Nous analysions cet élément en 2021.
 - Pour mobiliser ses supporters, le gouvernement avait en outre organisé un referendum portant sur quatre questions clivantes :
 - "Brader les actifs de l'État en les cédant à des entités étrangères" ? "Relever l'âge de la retraite" ? Supprimer "la barrière à la frontière avec le Biélorussie" ? Et enfin, admettre des milliers d'immigrants illégaux du Moyen-Orient et d'Afrique, conformément au mécanisme de relocalisation forcée imposé par la bureaucratie européenne" ?
 - Ce referendum horrendum était organisé le jour même des élections législatives par le PiS, soupçonné d'avoir voulu influencer les votes également de cette manière.
 - De nombreux électeurs ont refusé de saisir du bulletin de vote adéquat, répondant à l'appel de l'opposition.
 - Seuls 40% des électeurs ont finalement pris part au referendum, alors que plus de la moitié était requise pour le rendre juridiquement contraignant.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

POLOGNE, ÉLECTIONS, DROITS FONDAMENTAUX, PIS TACHE

Le retour au pouvoir du PiS en 2015 n'a cessé de cliver la société polonaise eu égard aux visions antagonistes en ce qui concerne une certaine vision de la vie privée et du modèle d'institutions publiques. Ce clivage n'a fait que de s'accroître ces 8 dernières années.

- La popularité toujours valable du PiS tient tant aux valeurs nationalistes et catholiques qu'il véhicule qu'à la bonne conjoncture économique, découlant des fonds européens et des dépenses sociales croissantes.
 - Nativiste mais sociale, la mesure « 500+ », nommée en référence aux 500 zlotys (112€ environ) que touche chaque famille par enfant par mois et aujourd'hui augmentée à 800 zlotys (180€ environ), a été particulièrement populaire, notamment dans les zones rurales.
 - La société polonaise est polarisée entre de grandes villes tenues par l'opposition libérale et des zones rurales et villes moyennes à dominante conservatrice.
 - La trace de l'ancien découpage de la Pologne entre les empires est également visible.
 - L'âge est un autre critère de polarisation : le PiS ne gagne que dans le groupe des électeurs de plus de 50 ans et n'arrive qu'en 5ème position chez les 18-29 ans, dont la participation a été d'un taux record (70% contre 46% en 2019).
 - Bien que le PiS demeure une puissance politique, sa part de l'électorat est plutôt vouée à diminuer qu'à augmenter, au vu du soutien asymétrique qu'il reçoit, surtout si les jeunes maintiennent le même niveau de mobilisation que lors de cette élection.
 - C'est la mobilisation des femmes qui aura été particulièrement décisive.
 - L'opposition a en effet promis de libéraliser les droits reproductifs et sexuels, dont l'accès a été fortement restreint depuis 2021 par le PiS.
- Les mesures du PiS en matière institutionnelle et juridictionnelle ont si fortement clivé le paysage politique qu'une coalition entre le PiS et un autre parti, pourtant possible en théorie avec les résultats du parti, était devenue inimaginable.
 - Cependant, plusieurs freins existent pour que l'opposition mène une vague de réformes drastiques.
 - D'une part, elle ne présente pas un nombre suffisant de députés pour contrer d'éventuels vetos du président de la République Andrzej Duda, affilié au PiS.
 - D'autre part, l'influence du PiS risque d'être encore palpable pendant de nombreuses années, comme au Tribunal constitutionnel, dont de nombreux juges ont été récemment nommés par le parti.
 - La victoire de la coalition de centre-droit pro-européenne constitue un tournant certain pour la Pologne et l'Europe mais reste à nuancer
 - Depuis 2015, le PiS a miné l'indépendance de la justice, réduit la liberté de la presse, clivé en s'en prenant aux droits reproductifs et sexuels, aux personnes LGBTI, aux migrants, déclenchant des procédures d'infraction en cascade par la Commission européenne.
 - L'euro-scepticisme virulent du parti est allé jusqu'à s'incarner dans l'affirmation de la prééminence du droit national sur le droit communautaire le 7 octobre 2021, ce qui a bloqué les fonds du plan de relance polonais.
- Avec ses 38 millions d'habitants, sa forte croissance économique et son budget de défense élevé à 4% du PIB, la Pologne pourrait endosser un rôle majeur dans l'UE.
 - L'expérience de Donald Tusk au sein des institutions européennes pourrait se révéler très utile dans cette optique.
 - Le retour de la Pologne dans le giron d'une des grandes familles politiques européennes est une bonne nouvelle pour le PPE (centre-droit) qui regagne de l'influence dans un des 5 grands pays.
 - C'est aussi une bonne nouvelle pour Varsovie qui sera certainement beaucoup plus écoutée qu'à l'époque où elle disposait seulement de son pouvoir de nuisance.
 - Cette analyse de Chatham House rappelle que l'UE pourrait à partir de maintenant avoir à compter avec une Pologne plus assertive.
 - Quel que soit la coalition gouvernementale à sa tête, la Pologne pourrait provoquer des tensions sur certains sujets au sein de l'UE.
 - On pense en particulier à la candidature de l'Ukraine, vue comme un potentiel rival pour les fonds européens dévolus aux agriculteurs et à la politique de cohésion.

ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

LUXEMBOURG, ÉLECTIONS, SE PAYER LE LUX



On votait aussi dans l'un des plus petits Etats membres de l'UE. Les résultats des élections législatives au Luxembourg du dimanche 8 octobre 2023 ont sonné la fin de la coalition au pouvoir depuis 10 ans. Les libéraux, les socialistes et les Verts à la tête du pays depuis maintenant deux mandats, menés par un Premier ministre libéral, Xavier Bettel, doivent composer avec l'effondrement des écologistes.

- Les résultats donnent donc la victoire aux conservateurs qui ont remporté 21 sièges – comme il y a 5 ans.
 - Les libéraux avec 14 sièges, et les socialistes 11, progressent ou se maintiennent.
 - Mais les verts, grands perdants de ce scrutin se retrouvent avec seulement 4 sièges, derrière les 5 de la droite souverainiste du “Parti réformateur alternatif démocratique”.
 - Les verts en avaient obtenu 9 lors des dernières élections.
 - Grande figure du Parlement européen, leur ministre de l'Énergie et de l'aménagement du territoire, Claude Turmes, n'est même pas réélu.
 - Le leader des conservateurs, Luc Frieden, sort gagnant de ces élections.
 - Il a commencé les négociations avec le parti des libéraux, du Premier ministre sortant Xavier Bettel.
 - Parmi les points acquis dans la négociation : le maintien de certaines réformes engagées lorsqu'ils étaient au pouvoir avec les socialistes et les verts, comme le mariage pour tous et la gratuité des transports en commun.
- Il n'y a pas vraiment de petit pays au sein de l'UE. Certes, le Luxembourg pèse marginalement en termes de population donc de minorité de blocage au Conseil de l'UE, mais son poids économique, son statut de membre fondateur et son impact politique en font un acteur majeur au niveau européen.
 - Avec le départ de X. Bettel, les libéraux perdent un gouvernement clé des coalitions au Conseil.
 - C'est un nouveau revers pour la famille politique d'Emmanuel Macron, après la Slovaquie et les Pays-Bas.
 - C'est aussi un renforcement du centre-droit après la Suède, la Finlande et la Pologne.
 - Le Luxembourg est parfois considéré comme un précurseur du voisin géant allemand.
 - La défaite de la coalition bleu-rouge-verte sonne-t-elle comme une alerte pour la coalition – comparable – au pouvoir en Allemagne.

EUROPE GÉOPOLITIQUE

BRICS, AUTONOMIE STRATÉGIQUE, DE QUOI LE NOM EST-IL LE NOM?



Proclamé à la fin de la guerre froide par l'administration Bush senior, dans un élan d'enthousiasme vengeur devant l'effondrement de l'URSS et l'expansion d'une certaine idée de la démocratie libérale, le Nouvel Ordre Mondial (NOM) désignait le règne sans rival de l'hyperpuissance américaine. Les attentats du 11 Septembre 2001, puis l'émergence de puissances révisionnistes et d'un rival stratégique d'envergure mondiale avec la Chine ont, depuis, eu raison de cette pax americana un peu étrange. Le NOM est alors progressivement devenu un trope complotiste utilisé pour désigner les officines plus ou moins secrètes (Davos, Trilatérale, Bilderberg, G7) qui œuvreraient dans l'ombre à l'avènement d'un gouvernement mondial des élites ploutocrates et leur plan de "grande réinitialisation".

- Pour le ministre des Affaires étrangères russe à l'Assemblée Générale des Nations Unies, le 23 septembre 2023, un nouveau « nouvel ordre mondial est en train de naître ».
 - Prononcé dans un contexte de guerre d'influence et de désinformation des événements sur le front russo-ukrainien ce discours marque bien le basculement du monde à l'œuvre ces dernières années.
 - En particulier dans l'émergence des BRICS (voir ici, et là).
 - L'ordre mondial hérité de 1945, et révisé en 1989, est totalement obsolète.
 - L'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 a mis un coup d'accélérateur à la redistribution des cartes en cours.
 - A ce moment, le président français E. Macron considérait qu'il s'agissait d'un « changement d'époque ».
- Du point de vue militaire tout d'abord, le retour d'une guerre à l'ancienne, de conquête et de mouvement, sur le sol européen est venu remettre en question toutes les stratégies de défense de l'Union européenne.
 - Dans cette analyse du Grand Continent, le chercheur Renaud Bellais estime que l'Europe doit repenser son modèle économique militaire pour faire face à "la guerre industrielle".
 - Habitée à la paix, et complaisante à l'égard d'un monde pourtant hostile, l'UE aurait pris conscience de manière trop brutale et trop tardive de la guerre, à ses portes, réagissant dans l'urgence.
 - Pour ce spécialiste de questions de défense, l'UE doit donc réfléchir à une stratégie à long terme.
 - Cela demande de l'anticipation, de la coopération transnationale et des investissements dans la recherche et le développement.
 - Ce qui, selon les mots du président Macron en mars dernier, signifie basculer dans une « économie de guerre ».
 - L'Europe a cependant du mal à mettre en place une cadence de production militaire soutenable.
 - L'Allemagne peine à déployer les ressources nécessaires.
 - Le défi militaire européen en matière d'armement et de politique de défense reste tout entier, pour pouvoir prétendre concurrencer les autres puissances.

FINANCEMENTS, ISRAËL, PALESTINE, MÉTAPHYSIQUE DES TUBES

Dès le 9 octobre 2023, Olivér Várhelyi, commissaire à l'Élargissement et à la Politique européenne de voisinage, avait déclaré que la Commission européenne réexaminerait son aide à la Palestine (€691 millions) et annoncé la suspension immédiate de tous les paiements, la mise en revue de tous les projets, le report de toutes les nouvelles propositions budgétaires jusqu'à nouvel ordre et l'évaluation complète de l'ensemble du portefeuille.



- Les propos du commissaire hongrois confirment sa réputation de « plus fervent allié » de Benjamin Netanyahu, Premier ministre d'Israël, dans l'UE.
 - Il avait, depuis 2021, déjà bloqué de nombreuses aides, accusant les manuels scolaires palestiniens d'inciter à la violence.
 - La proximité du Commissaire hongrois avec Viktor Orban, soutien indéfectible du Premier Ministre israélien peut expliquer ce zèle.
 - Passé le moment de surprise de cette annonce choc, la Commission a amendé sa position, affirmant que le Commissaire Várhelyi n'aurait pas consulté ses collègues commissaires, y compris la présidente de la Commission.
 - Hypothèse remise en cause par les positions de celle-ci sur le conflit qui restent très marquées par sa nationalité et ses anciennes fonctions gouvernementales (ministre de la Défense en Allemagne).

- La cacophonie européenne résonne à tous les étages. La Commission européenne a affirmé que « comme aucun paiement n'était prévu, il n'y aura pas de suspension des paiements ».

- Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, rappelle que « la révision de l'aide de l'UE à la Palestine annoncée par la Commission européenne ne suspendra pas les paiements dus, comme le précise le communiqué de presse de la Commission ».
- Cela sous-entend qu'il existe bel et bien des « paiements dus ».
- Le commissaire chargé de la gestion des crises, Janez Lenarčič, a confirmé la pérennité de l'aide humanitaire vers les territoires palestiniens « aussi longtemps que cela est nécessaire ».
- Jamais en reste d'une dispute avec Ursula von der Leyen, le président du Conseil européen, Charles Michel, se positionne sur la même ligne.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

RUSSIE, DÉSINFORMATION, DROITS FONDAMENTAUX, L'AUTRE Z

Cette surreprésentation du nouveau NOM, dans les divers canaux informationnels a donc tendance à en faire un état de fait établi et indiscutable. Comme nous l'expliquions sur [euradio](#), c'est le propre de chaque histoire nationale et/ou étatique de donner un sens à son existence, la question de pose de savoir si cette vision veut être imposée, par quels moyens et quels sont nos droits fondamentaux remis en question.



- Sur le plan géostratégique, un nouveau monde semble se dessiner. De nouvelles puissances s'affirment, mettant fin au monde bipolaire dominé par la confrontation de la Chine et des États-Unis.
 - Les crises successives dans lesquelles l'UE peine à peser soulignent la difficulté pour les Européens à trouver leur place dans ce nouveau "nouvel ordre mondial", dominé par les puissances agressives et révisionnistes.
 - La crise du Haut Karabakh a modifié les équilibres dans la région caucasienne, asseyant la puissance et l'influence de la Turquie.
 - Dans cette étude l'ECFR développe l'idée que l'Union européenne a besoin d'entrer dans une logique d'interdépendance stratégique, pour pouvoir se faire une place dans ce nouvel ordre mondial émergent.
 - L'étude examine l'émergence de nouvelles puissances moyennes, motivées pour diverses raisons mais qui ont le même objectif : étendre leur influence et s'affranchir de la domination des États-Unis et/ou de la Chine.
 - Face à cela, l'Europe a besoin d'une nouvelle stratégie de politique étrangère.
 - L'étude propose de se baser sur les intérêts économiques de l'UE, définis par la Commission.
 - Le positionnement stratégique de l'UE indispensable pour pouvoir garantir le maintien de sa souveraineté, passe d'abord par une réflexion sur elle-même, ses aspirations et sa raison d'être.
- Cette réflexion sur la place de l'UE dans le NOM donne une résonance particulière à une actualité passée relativement inaperçue. Le 13 septembre 2023, Paris accueillait les sessions plénières de la NATO Communicators' Conference.
 - Cette conférence annuelle de l'OTAN, qui rassemble des communicants civils et militaires, a pour objectif de poursuivre une culture commune en matière de communication stratégique.
 - En effet, la compétition entre les États s'observe de plus en plus dans le champ informationnel et montre l'importance d'élaborer des messages stratégiques et d'en assurer la diffusion.
 - A cette occasion, les réflexions portent en particulier sur les nouveaux champs de conflictualité, l'environnement numérique et informationnel, la posture dissuasive et défensive de l'OTAN.
 - Témoignant de l'implication française appuyée dans la construction d'une culture stratégique commune, le Chef d'État major insiste sur la nécessité d'être capable d'élaborer des messages, mais aussi d'en organiser la diffusion en mettant en synergie l'ensemble des acteurs.
 - Il rappelle d'ailleurs qu'en février 2022, lorsque la Russie envahit l'Ukraine, l'attaque cinétique est accompagnée d'activités non-cinétiques.
 - Ce y compris une propagande ciblée et des campagnes de désinformation destinées à l'Ukraine, sa propre population et à l'étranger.
 - C'est ce qui explique la première mesure des troupes russes : la coupure immédiate de l'accès aux fournisseurs internet ukrainiens pour les populations occupées.

ESPACE, AUTONOMIE STRATÉGIQUE, ULYSSE 21

Entre militarisation croissante et attribut géopolitique de la puissance, la domination de l'espace est redevenue un enjeu pressant. Pendant que Elon Musk se résigne à pousser SpaceX pour son décollage, l'Europe lance un programme déconstellation de satellites européens - privés - dernière génération IRIS² (Infrastructure for Resilience, Interconnectivity and Security by Satellite).



IRIS² prévoit un déploiement renforcé d'une connexion internet, des communications et d'une protection contre les cyber-attaques sur le vieux continent, dès 2024 et pour une opérationnalité complète, dès 2027.

- C'est une concrétisation de l'adoption du Règlement 2023/588 du 15 mars 2023 du Parlement européen et du Conseil de l'UE établissant le programme de l'Union pour une connectivité sécurisée pour la période 2023-2027.

- Désormais, la vision stratégique va plus loin : ayant 12 mois pour présenter ses recommandations à la Commission européenne, le consortium AEGIS² (Advanced European Governmental Innovative ISR Secured Service) doit établir une liste de propositions visant à "combler la fracture entre les capacités européennes actuelles et les besoins futurs".

- Ce consortium, composé de 15 entreprises du secteur spatial européen, représentant 8 États membres, est né des nouveaux besoins européens en matière d'observations de la Terre à des fins stratégiques et militaires.

- IRIS² et AEGIS² viennent s'inscrire dans la continuité et le renforcement des programmes Copernicus d'observation environnementale (climat, anticipation des catastrophes naturelles...) et Galileo et EGNOS, les systèmes de communication et de géolocalisation civils européens.
 - A la différence de ces programmes civils cependant, le consortium AEGIS² vise à proposer à l'UE des solutions d'indépendance de ses capacités militaires, notamment de communications sécurisées et de renseignement.
 - La présence dans le groupe de nombreuses entreprises françaises, italiennes et allemandes n'est pas étonnante, ces pays sont les leaders européens de l'industrie spatiale.
 - Les opérations jointes européennes reposent pour l'instant sur les capacités de renseignements militaires spatiaux des États précités.
- La Commission pourra ainsi mobiliser les recommandations d'AEGIS² afin de développer des moyens européens de soutien aux projets militaires européens, et viendra s'inscrire dans le programme EU GOVSATCOM, visant à permettre l'autonomie stratégique européenne en matière de défense.
 - A l'heure d'une recrudescence des conflits armés dans le monde, où l'UE a un rôle à jouer indépendamment de son allié outre-Atlantique, l'accélération des financements vers des acteurs industriels du New Space européen est aussi à prévoir.
 - En effet, il ne suffit pas de concevoir un système et des satellites, encore faut-il une capacité européenne de lanceurs afin d'aller les placer en orbite.
 - Le service de sécurité de Copernicus, même si à part, est bien le même que celui opérant les auscultations dont nous avons pu entendre parler cet été :
 - Le changement climatique, la surveillance des milieux marins, la surveillance de l'atmosphère, la surveillance des terres et la gestion des situations d'urgence - notamment en cas de catastrophe naturelle.
 - Une cohérence globale salutaire de cette Europe qui veut protéger en gardant un œil averti sur les dangers qui guettent.



GREEN DEAL

CHANGEMENT CLIMATIQUE, AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE, CRISIS? WHAT CRISIS?

En 2006, le rapport Stern essayait de mettre des chiffres pour la première fois sur les coûts du changement climatique (20% de PIB annuels à l'horizon 2050) et les investissements nécessaires (1% de PIB par an) pour éviter cette catastrophe écologique, économique et humanitaire. Mais depuis rien. Au pied de la montagne, les décideurs européens (et mondiaux) remettent aux lendemains les efforts nécessaires, préférant se concentrer sur la gestion immédiate des crises (ou les paniques identitaires et morales) bien plus payant en matière électorale. Fatalement, repoussé d'année en année, le coût de la transition énergétique ne cesse d'augmenter.

- Dans un contexte inflationniste généralisé, la guerre en Ukraine et la fin du gaz russe bon marché ont souligné la vulnérabilité du modèle économique européen et la précarité énergétique de ses populations – surtout les plus modestes.
 - La dimension sociale de la transition énergétique est centrale.
 - Comme les révoltes des Gilets Jaunes en France ou des fermiers néerlandais l'ont brutalement rappelé ces dernières années, il n'y aura pas de transition énergétique si celle-ci n'est pas socialement juste.
- En avril 2023, l'Institut pour la Politique Européenne de l'Environnement publiait un rapport analysant la distribution des chocs liés aux prix de l'énergie.
 - L'inflation accompagnant la crise énergétique de 2022 a conduit l'Union européenne et les États membres à prendre des mesures à plusieurs échelons
 - La Commission a adopté une série d'initiatives afin d'instaurer un cadre législatif pour permettre aux États membres d'allouer 657 milliards d'euros au financement de mesures de soutien des prix du marché.
 - À l'échelon national, les mesures prises par les États font face à de grandes disparités compte tenu des différentes « réalités nationales, budgétaires et gouvernementales ».
 - La sécurité énergétique devient un enjeu vital dans le monde développé. Au risque que les économies majeures ne répercutent cette insécurité au détriment des équilibres géopolitiques et sociaux, débouchant sur une nouvelle répartition entre gagnants et perdants.
- A l'appui de ces données, le think tank Carbon-Free Europe (Europe sans carbone), lancé par le programme "Climat et Énergie" lors de la COP 26, a publié une étude en juin 2023 fournissant une perspective annuelle sur la décarbonation.
 - La guerre russo-ukrainienne a mis en exergue la dépendance énergétique européenne à l'égard des combustibles fossiles russes résultant en une crise de l'approvisionnement et en une inflation des prix de l'énergie.
 - Alors que les récentes politiques climatiques (Fit for 55, REPowerEU) ouvrent la voie à une Europe délivrée du gaz russe, l'Ukraine peut devenir « un fournisseur unique d'électricité propre et d'hydrogène pour le reste de l'Europe ».
 - Elle ajouterait près de 20 % de la capacité renouvelable actuelle de l'UE.
 - C'est pourquoi l'UE doit se doter rapidement de nouvelles infrastructures au service d'une économie énergétique propre.
 - Pour cela, elle doit faciliter le financement à court terme des technologies innovantes nécessaires à la décarbonation à long terme.
 - L'enjeu est l'accélération de la transition énergétique « tout en garantissant la souveraineté énergétique ».





GREEN DEAL

AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE, ÉLECTRICITÉ, SANS ERREUR D'ARBITRAGE

Dans ce contexte inflationniste sur fond de guerre avec la Russie et coûts liés au changement climatique, il est intéressant de relever les mots de Christine Lagarde, Présidente de la Banque centrale européenne, dans un discours sur les enjeux et stratégies accompagnant la transformation énergétique.

- Rappelant la nécessité d'une transition énergétique ordonnée, elle alerte sur les coûts sociaux et économiques aggravés par le retard accumulé.
 - Trois éléments sont nécessaires pour une transition indolore et réussie :
 - La volonté politique, car l'inaction due à la procrastination est coûteuse et ne fera qu'intensifier la volatilité des prix.
 - L'enjeu central de la transition : le financement des investissements verts demeure un obstacle majeur pour les entreprises.
 - Enfin, elle appelle à un partage équitable des charges afin de soutenir les plus vulnérables lors de la transition.
- Cette alerte fait écho aux mises en garde du Fonds monétaire international (FMI) : les États ne pourront pas assumer seuls les énormes investissements liés à la lutte contre le réchauffement climatique.
 - En effet, les mesures de dépenses liées à la transition écologique pourraient « augmenter la dette de 45 à 50 pourcents du PIB d'ici le milieu du siècle ».
 - L'importance de la transition est telle qu'elle crée des frictions au sein de la cohésion communautaire.
 - En particulier au sein du moteur franco-allemand, grippé depuis le début des négociations sur la réforme du marché de l'électricité.
- Les enjeux entourant cette réforme du marché de l'électricité semblent avoir précipité la mise en place d'un système différencié en ce qui concerne le droit de la concurrence au sein du marché intérieur
 - Le Commissaire à la concurrence, le belge Didier Reynders, expliquait le 5 octobre 2023 que rien n'empêchait Berlin de « soutenir les consommateurs avec des aides d'États directes ».
 - Néanmoins, le caractère complexe de la situation est tel qu'il entraîne la nécessité de « redéfinir le marché de l'électricité ».
 - L'accord trouvé au Conseil de l'UE sur ce sujet est que l'Élysée a considéré, le 17 octobre suivant, comme « une grande victoire française ».
 - À la quasi-unanimité, les 27 ont adopté une réforme du marché de l'électricité, considérant l'urgence qu'instaurait l'attrait des subventions américaines pour les entreprises.
 - Le nouveau texte a pour objectif principal de renforcer la prévisibilité du marché pour les investisseurs tout en canalisant la flambée des prix pour les consommateurs, le tout en passant par l'établissement de contrats de long terme d'un prix garanti par l'État.
 - La Commissaire européenne à l'Énergie, Kadri Simson, s'est félicitée de l'adoption d'une « position équilibrée » entre Berlin et Paris.
 - Le recours aux aides d'États ne doit cependant pas avoir pour objet ou effet de fausser le jeu de la concurrence au sein du marché intérieur
 - Le texte doit maintenant être négocié avec les eurodéputés.



EUROPE
INFO
HEBDO

GREEN DEAL

POLLUTION, RÉGLEMENTATION, VILLE LUMIÈRE



A l'échelle infranationale, les grandes villes sont d'autres acteurs clés de la transition énergétique. Dans une Europe fortement urbanisée, où les enjeux énergétiques et de pollution sont vitaux pour les grandes villes, l'urgence climatique inquiète.



- Paris, Rome et Bruxelles ont déposé une pétition auprès du Parlement européen réclamer des normes plus exigeantes "sur la qualité de l'air et des émissions des véhicules motorisés".
 - Cette pétition est déposée à la suite du vote par les 27 du texte sur la norme Euro 7.
- Les 27 ont voté contre le durcissement de la réglementation sur les gaz d'échappement des voitures particulière, estimant qu'il « risquerait de freiner les investissements des constructeurs dans les véhicules électriques ».
- Une reprise très fidèle de la position des constructeurs automobiles européens...
 - Malgré la mobilisation des grandes villes et de Anne Hidalgo, maire de Paris, le Parlement européen a finalement entériné ce recul des ambitions environnementales en matière de circulation automobile.
 - Les maires signataires ajoutent que « Plutôt que de contraindre ces industriels (de l'automobile) à s'aligner sur une norme ambitieuse, l'Europe s'apprête donc à s'aligner sur leurs exigences et leurs intérêts ».
 - Selon eux, l'adoption de cette norme Euro 7 « octroie un permis de polluer ».